

Communiqué de presse de l'Union suisse des paysans du 25 janvier 2024

La colère du monde paysan doit être entendue

Après l'Allemagne, les protestations du secteur agricole ont désormais atteint la France. Les familles paysannes de Suisse comprennent très bien la colère de leurs consœurs européennes et partagent leurs revendications. Chez nous, le Parlement est heureusement plus à l'écoute des préoccupations de l'agriculture, mais la situation reste tendue.

Voilà deux semaines et demie que les protestations monstres du monde paysan en Allemagne font parler d'elles. Depuis quelques jours, des agricultrices et des agriculteurs de France organisent des manifestations de grande ampleur. Dans d'autres pays, la colère paysanne commence à se faire sentir. Nombre d'exploitations agricoles européennes se portent mal sur le plan économique ; l'angoisse existentielle est à l'ordre du jour. Une petite goutte d'eau, comme la suppression d'une réduction de la taxe sur les carburants agricoles, suffit donc à faire déborder le vase. Les raisons de cette colère se résument en quelques points : des prix en général trop bas pour les produits agricoles ; de plus en plus d'obligations posées à la production ; des charges administratives croissantes ; un manque d'estime pour la tâche principale de l'agriculture, à savoir la production alimentaire pour donner à l'homme son pain quotidien.

Ces problèmes de fond ne sont pas inconnus en Suisse : bas niveau des revenus agricoles ; pression économique forte ; colère répandue face à des exigences toujours nouvelles avec compensation uniquement partielle des coûts supplémentaires ; oubli de l'importance d'un approvisionnement sûr en denrées alimentaires durables dans un contexte d'abondance. La différence en Suisse, c'est que les préoccupations de l'agriculture sont souvent entendues au Parlement. Celui-ci a empêché ou du moins atténué un certain nombre de choses venant de toutes parts et touchant l'agriculture. Par exemple, les mesures d'économies qu'avait prévu de faire le Conseil fédéral en 2024 sur le dos des familles paysannes pour rééquilibrer les finances fédérales.

Une chose est sûre : chez nous aussi, des ajustements sont nécessaires. Les revenus, déjà faibles, ont baissé et les prix à la production n'ont pas encore compensé la hausse de ceux des intrants. Pour alléger la pression, il faut d'une part une augmentation des prix à la production de 5 à 10 %, et d'autre part l'abandon de mesures d'économies défavorables à l'agriculture. Le secteur agricole n'est pas responsable des dépenses supplémentaires et en fait chaque année toujours plus pour le même budget. Du côté de la consommation, l'achat d'aliments indigènes est un autre point important. Prendre soin de son agriculture, y compris à long terme, est porteur d'avenir : au vu de la croissance démographique, la diminution des surfaces et les répercussions du changement climatique, la sécurité alimentaire est de moins en moins garantie. Et ce, quel que soit le pays.

Renseignements :

Markus Ritter, président de l'USP, tél. 079 300 56 93

Martin Rufer, directeur de l'USP, tél. 078 803 45 54

www.sbv-usp.ch